

ADEF

15, rue des Convalescents
13001 MARSEILLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2025
(au terme d'une période de 12 mois)**

Marseille, le 17 avril 2026

SémaPhores Audit SA

SA au capital de 200 000 €

Société de Commissariat aux comptes • Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Bureau : Les Docks, Atrium 10.4 • 10, place de la Joliette • 13002 Marseille • Tél. 04 96 17 05 60

Siège social : 20/24 rue Martin Bernard • 75013 Paris • Tél. 01 53 62 70 00

337 630 792 RCS Paris • Numéro d'identification intracommunautaire FR 55 337 630 792

Une société du Groupe Alpha

BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER • NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN • SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE

ADEF

15, rue des Convalescents

13001 MARSEILLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

(au terme d'une période de 12 mois)

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADEF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » en page 5 de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de réglementation comptable intervenu sur l'exercice et son absence d'impact sur le résultat et les fonds propres de l'exercice sous revue.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes assurés que la méthode de comptabilisation des subventions et des produits était conforme aux principes comptables généralement admis et en adéquation avec :

- les notifications obtenues ou les conventions signées (marchés),
- l'avancement des formations, exprimé en nombre d'heures ou de jours,
- la facturation et/ou les appels de fonds concernant lesdites formations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle

interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

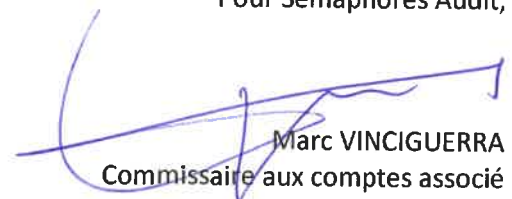
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 17 avril 2026

Pour Sémaphores Audit,



Marc VINCIGUERRA
Commissaire aux comptes associé

Bilan Actif

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

ACTIF	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement (II)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concession, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	89 997	76 418	13 579	
Fonds commercial	16 891	16 891		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL immobilisations incorporelles :	106 888	93 309	13 579	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	274 691	274 691		
Installations techniques, matériel et outillage industriel	313 608	265 401	48 207	9 439
Autres immobilisations corporelles	524 574	490 013	34 561	12 287
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	150 000		150 000	
TOTAL immobilisations corporelles :	1 262 872	1 030 104	232 768	21 727
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	561 536		561 536	561 536
TOTAL immobilisations financières :	561 536		561 536	561 536
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (III)	1 931 296	1 123 413	807 883	583 262
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production				
Produits finis				
Marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	1 631 987	47 346	1 584 641	1 563 859
Autres créances	17 094		17 094	3 229
Charges constatées d'avance	18 055		18 055	15 293
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	1 667 136	47 346	1 619 790	1 582 381
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	82 130		82 130	548 225
TOTAL valeurs mobilières de placement :	82 130		82 130	548 225
TOTAL ACTIF CIRCULANT (IV)	1 749 266	47 346	1 701 920	2 130 606
Frais d'émission des emprunts (V)				
Primes de remboursement des emprunts (VI)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VII)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI + VII)	3 680 562	1 170 759	2 509 803	2 713 868

Bilan Passif

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

PASSIF	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
Capital	1 604 951	1 604 951
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation		
Écarts d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	(38 747)	
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(384 393)	(38 747)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 181 811	1 566 204
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I bis)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (II)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses (2)		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	329 273	296 165
Dettes fiscales et sociales	250 769	334 715
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	744 800	475 128
Produits constatés d'avance	3 150	41 656
TOTAL DETTES (III) (1)	1 327 992	1 147 664
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (IV)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	2 509 803	2 713 868

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)

(2) Dont emprunts participatifs

Compte de Résultat (Première Partie)

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
Ventes de marchandises				
Production vendue	1 248 827		1 248 827	1 467 639
Montant net du chiffre d'affaires	1 248 827		1 248 827	1 467 639
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions			1 264 449	2 109 377
Reprises sur amortissements , dépréciations et provisions				44 516
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Autres produits			7	9
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			2 513 282	3 621 540

Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (1)			1 287 548	1 472 052
Impôts, taxes et versements assimilés			105 462	126 890
Salaires			1 119 805	1 482 702
Cotisations sociales			374 785	545 440
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			12 308	6 711
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				47 346
Dotations aux provisions				
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Autres charges			63	3 544
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)			2 899 970	3 684 685

RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)

(386 688)

(63 145)

(1) Y compris :

- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier

Compte de Résultat (Seconde Partie)

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(386 688)	(63 145)
Bénéfice attribué ou perte transférée (III) Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
De participation	2 415	1 744
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés (2)	1	5
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	2 416	1 748
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (3)	121	276
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	121	276
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	2 295	1 472
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	(384 393)	(61 674)
PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		58 026
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		35 099
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		22 927
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	2 515 698	3 681 314
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 900 092	3 720 060
BÉNÉFICE OU PERTE	(384 393)	(38 747)

(2) Dont produits concernant les entités liées

(3) Dont intérêts concernant les entités liées

I. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du Règlement ANC 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au plan comptable général et sa déclinaison en règlement ANC 2023-03 du 07 juillet 2023 applicable aux associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

Continuité de l'exploitation,
Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sauf en ce qui concerne le changement de réglementation comptable évoqué ci-dessous,
Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers ci-joints sont établis conformément au règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par le règlement ANC 2020-08 du 4 décembre 2020.

III. CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

III.1 CHANGEMENT DE RÉGLEMENTATION COMPTABLE

À compter du 1er janvier 2025, l'association ADEF applique les dispositions du règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 de l'autorité des Normes Comptables relatif au plan comptable général, homologué par arrêté du 26 décembre 2023. Ce règlement vient modifier le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 et les règlements successifs qui lui ont succédé ainsi que les règlements ANC 2018-06 et 2020-08 spécifiques aux organismes à but non lucratif évoqués ci-dessus.

Ce nouveau règlement introduit plusieurs modifications :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique de transfert de charges
- La modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature ;
- De nouveaux modèles d'états financiers ;
- Une nouvelle présentation des informations dans l'annexe, introduisant des modèles de tableaux obligatoires.

Les dispositions de ce règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Ainsi, les principaux impacts de présentation sur les comptes N-1 certifiés par le Commissaire aux Comptes sont les suivants :

- La rubrique de « Reprise sur provisions (et amortissements), transferts de charges » est rattachée à la nouvelle rubrique « Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions » y compris pour la part des transferts de charges dont la notion est supprimée.
- Les produits exceptionnels quelle que soit leur nature : « Sur opérations de gestion », « sur opérations en capital » ou « Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges » sont rattachés à la nouvelle rubrique « Produits exceptionnels »
- Les charges exceptionnelles quelle que soit leur nature : « Sur opérations de gestion », « sur opérations en capital » ou « Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions » sont rattachées à la nouvelle rubrique « Charges exceptionnelles ».
- Les quotes part de subvention d'investissement virées au compte de résultat impactent désormais le résultat d'exploitation.

Cette nouvelle règle de présentation n'a aucun impact sur le résultat ni sur les fonds propres de l'association.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus / sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire/dégressif en fonction de la durée de vie prévue

-	Constructions	15 ans
-	Agencements et aménagements des constructions	10 ans
-	Installations techniques	5 ans
-	Matériel et Outillage industriels	5 ans

b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placements

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

c) Stocks

NEANT

d) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

L'exercice 2025 est marqué par le non-renouvellement du dispositif FLE FLI, commandé dans le cadre du marché France Travail, à compter de Mars 2025.

Pour autant l'activité liée au marché France Travail a connu un volume de commande (passée fin 2024) pour le premier trimestre 2025 supérieur à la prévision des heures FLE FLI du BP (+14 132 heures). Avec une meilleure consommation horaire (sur FLE-FLI et les TP électricité et froid) que prévue au BP, cela s'est traduit par 123 k€ de chiffre d'affaires supplémentaires.

Ces résultats sont venus compenser ceux du marché Région PRF qui de part des heures non consommées et l'arrêt de la commande du Bac Pro MELEC voit son chiffre d'affaires diminuer de -77 k€ par rapport à ce qui était prévu.

Face à cette perte de marché, comme sur le CFBT, un plan de résistance a été mis en place .

Le projet de regroupement des locaux marseillais a connu une accélération durant l'année 2025 avec l'achat d'une partie du terrain et le dépôt du permis de construire.

Autres informations:

Conséquences du contexte géopolitique et économique

Les contextes géopolitique et économique sont susceptibles d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'association a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

Effets ponctuels de l'événement sur l'exercice :

Le contexte inflationniste généralisé n'a pas eu d'impact majeur sur les dépenses de l'exercice.

Par ailleurs, l'association n'est pas en mesure d'évaluer les conséquences à moyen et long terme de cet événement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

Montant des honoraires du CAC Activité 2025: 11700€

Effectif moyen 31.12.25 en ETP: 32 salariés

Tableau de variation des capitaux propres

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

Exercice 2025

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Nature	Montant au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
1	2	3	4	5	6
Capital social	1 604 951				1 604 951
Réserve légale	-				-
Réserves réglementaires	-				-
Autres réserves	-				-
Report à nouveau		- 38 747			- 38 747
Résultat de l'exercice	- 38 747	38 747		384 393	- 384 393
TOTAL GENERAL	1 566 204	-	-	384 393	1 181 811

Immobilisations

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	
		Réévaluation	Acquisition,apport, création, virement
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	92 074		14 814
TOTAL immobilisations incorporelles :	92 074		14 814
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Instal. générales, agencements et aménagement construction	274 691		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	271 193		42 415
Installations générales, agencements et divers	288 763		26 450
Matériel de transport	11 073		
Matériel de bureau et mobilier informatique	195 038		3 250
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes			150 000
TOTAL immobilisations corporelles :	1 040 758		222 115
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations			
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	561 536		
TOTAL immobilisations financières :	561 536		

TOTAL GÉNÉRAL	1 694 367		236 929
----------------------	------------------	--	----------------

RUBRIQUES	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Valeur d'origine
	Virement poste à poste	Cessions, mises hors service		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			106 888	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			106 888	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agencement, aménagements			274 691	
Install. techn., matériel et out. industriels			313 608	
Installations générales, agencements et divers			315 213	
Matériel de transport			11 073	
Matériel de bureau et mobilier informatique			198 288	
Emballages récupérables et divers				
Immo. corporelles en cours, avances, acomptes			150 000	
TOTAL immobilisations corporelles :			1 262 872	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières			561 536	
TOTAL immobilisations financières :			561 536	

TOTAL GÉNÉRAL		18 378	1 931 296	
----------------------	--	---------------	------------------	--

Immobilisations Ventilation des augmentations

A.D.E.F

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Ventilation des augmentations			
		Virements		Entrées	
		De poste à poste	De l'actif circulant	Acquisitions	Apports Créations
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement et de développement	92 074			14 814	
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
TOTAL immobilisations incorporelles :	92 074			14 814	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal. générales, agencements et aménagement construction	274 691				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	271 193			42 415	
Installations générales, agencements et divers	288 763			26 450	
Matériel de transport	11 073				
Matériel de bureau et mobilier informatique	195 038			3 250	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				150 000	
TOTAL immobilisations corporelles :	1 040 758			222 115	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
Participations					
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	561 536				
TOTAL immobilisations financières :	561 536				
TOTAL GÉNÉRAL	1 694 367			236 929	

Immobilisations - Ventilation des diminutions
Ventilation des diminutions

A.D.E.F

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RUBRIQUES	Ventilation des diminutions					Valeur brute à la clôture de l'exercice
	Virements		Sorties			
	De poste à poste	Vers actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						106 888
Frais d'établissement et de développement						106 888
Autres postes d'immobilisations incorporelles						
TOTAL immobilisations incorporelles :						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol d'autrui						
Instal. générales, agencements et aménagement construction						274 691
Installations techniques, matériel et outillages industriels			0			313 608
Installations générales, agencements et divers						315 213
Matériel de transport						11 073
Matériel de bureau et mobilier informatique						198 288
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes						150 000
TOTAL immobilisations corporelles :			0			1 262 872
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Participations						
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières						561 536
TOTAL immobilisations financières :						561 536
TOTAL GÉNÉRAL			0			1 931 296

Amortissements

A.D.E.F

Période du 01/01/25 au 31/12/25

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Durée utilisation Taux	Mode amortissement	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement.			92 074	1 235		93 309
Autres postes d'immobilisations incorporelles			92 074	1 235		93 309
TOTAL immobilisations incorporelles :						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre			274 691			274 691
Constructions sur sol d'autrui			261 754	3 647		265 401
Installations générales, agenc. construction			276 476	6 789		283 265
Installations techn. mat. et outillage industriel			11 073			11 073
Inst. générales, agencements et divers			195 038	637		195 675
Matériel de transport						
Matériel de bureau, informatique et mobilier						
Emballages récupérables et divers						
TOTAL immobilisations corporelles :			1 019 031	11 073		1 030 104
TOTAL GÉNÉRAL			1 111 105	12 308		1 123 413

Amortissements - suite

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Instal. générales, agencements et aménagement construction Installations techniques, matériel et outillages industriels Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau et mobilier informatique Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :		
Frais d'acquisition de titres de participations		

TOTAL GÉNÉRAL**MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES**

RUBRIQUES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursem. des obligations				

Amortissements - dérogatoire

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

VENTILATIONS DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS		
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Instal. générales, agencements et aménagement construction Installations techniques, matériel et outillages industriels Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau et mobilier informatique Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition des titres de participation			
TOTAL GÉNÉRAL			
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ			

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	REPRISES			Mouvements nets des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'étab. et de développement. Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techn. et outillage industriel Inst. générales, agencements et divers Matériel de transport Mat. de bureau, informatique et mobil. Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :				
Frais d'acquisition des titres de participation				
TOTAL GÉNÉRAL				
TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ				

TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ

Dépréciations de l'actif circulant

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

POSTES	Début exercice	Fin exercice	Justification
Stocks et en-cours			
Matières premières (et fournitures)			
Autres approvisionnements			
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits			
Marchandises			
Créances			
Créances			
Clients douteux	47 346	47 346	
TOTAL	47 346	47 346	

État des échéances des créances

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	561 536		561 536
TOTAL de l'actif immobilisé :	561 536		561 536
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	47 346		47 346
Autres créances clients	1 584 641	1 584 641	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	850	850	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 563	3 563	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	12 681	12 681	
TOTAL de l'actif circulant :	1 649 081	1 601 735	47 346
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	18 055	18 055	
TOTAL GÉNÉRAL	2 228 671	1 619 790	608 881

État des échéances des dettes

Période du 01/01/25 au 31/12/25

A.D.E.F

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	329 273	329 273		
Personnel et comptes rattachés	128 669	128 669		
Sécurité sociale et autres organismes	110 131	110 131		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	11 969	11 969		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	744 800	744 800		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	3 150	3 150		
TOTAL GÉNÉRAL	1 327 992	1 327 992		

Charges et Produits Constatés d'Avance

A.D.E.F

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	18 055	3 150
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	18 055	3 150

Charges à Payer

A.D.E.F

Période du 01/01/25 au 31/12/25

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 764
Dettes fiscales et sociales	160 670
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	201 434

Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices

A.D.E.F

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RUBRIQUES	Montant	Taux d'amortissem.
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Charges à étaler		
TOTAL		

Produits à Recevoir

A.D.E.F

Période du 01/01/25 au 31/12/25

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
Créances Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	620 990 3 563 3 000
Valeurs Mobilières de Placement Disponibilités	
TOTAL	627 553

Provisions Inscrites au Bilan

A.D.E.F

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES				

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	47 346			47 346
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	47 346			47 346

TOTAL GÉNÉRAL	47 346			47 346
----------------------	---------------	--	--	---------------